

<http://ugtg.org/~apache/spip.php?article1454>



Élie Domota, à Paris, contre la répression syndicale en Guadeloupe

- Actualité -



Date de mise en lignemercredi 8 juin 2011

Date de parution6 juin 2011

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Une vague de répression sans précédent s'abat sur des dizaines de militants de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG). Son secrétaire général, Élie Domota, était à Paris, lundi 6 juin, pour un meeting de solidarité [1]

Un espace de vérité dans le black out des médias métropolitains sur la situation dans l'île antillaise, tandis que l'État français et le patronat refusent d'y mettre en oeuvre les « Accords Jacques Bino » [2], signés avec le LKP à l'issue de la grève générale de 44 jours, en 2009. L'occasion encore pour Élie Domota de dénoncer l'oppression coloniale que subit le peuple guadeloupéen.

Le 20 mai dernier, trois militants de l'UGTG ont été traînés devant le tribunal correctionnel de Pointe-à-Pître. Le palais de justice était encerclé par l'immense foule des Guadeloupéens. Lesquels étaient aussi dans la salle d'audience, grâce à la pression populaire qui a finalement obtenu que le procès ne se déroule pas, comme initialement prévu, à huis-clos.

En ouverture du meeting parisien, Hélène Carrera-Rubinstein, avocate honoraire et membre du Comité international contre la répression (CICR), était présente au procès. Une parodie de justice où les trois accusés étaient poursuivis pour des « faits » qui remontent... à 2002 :

« Gabriel Bourguignon est accusé d'avoir mis le feu à une raffinerie à l'aide d'un briquet, introuvable, alors même qu'une photo parue dans la presse le montre, plaqué au sol par des gendarmes, un téléphone portable à la main » ;

« Michel Madassamy est accusé d'avoir agressé, à lui seul, pas moins de seize gendarmes à l'aide d'une pierre « magique » ;

« Fred Louise est cité devant le tribunal alors qu'il a été sauvagement tabassé lors de son arrestation, tout comme Gabriel Bourguignon ».

Et, pour couronner cette sinistre farce, le procureur a demandé, au nom du peuple français, six mois de prison avec sursis pour Michel Madassamy et douze mois de prison pour Gabriel Bourguignon et Fred Louise ! Jugement le 9 août 2011 (« Comme par hasard, en plein tour cycliste de la Guadeloupe », s'amuse Élie Domota).

Enfin, Hélène Carrera-Rubinstein dénonce les écoutes téléphoniques, les pressions, les menaces et les intimidations exercées sur les avocat-e-s de l'UGTG. Jusqu'à ce que « l'une d'elles, Sarah Aristide, soit agressée physiquement, en plein tribunal, par un gendarme mobile » ! Dix jours d'incapacité de travail pour l'avocate et une plainte classée sans suite. L'affaire est actuellement entre les mains du barreau des avocats de Paris.

Élie Domota est intervenu pour rappeler qu' « une trentaine de camarades sont actuellement en but à la répression judiciaire, avec des peines de prison à la clé ». Et aussi que « des militants finalement relaxés, à cause du vide de leurs dossiers, sont ensuite condamnés à de lourdes amendes parce qu'ils ont refusé de donner leurs ADN pendant leur garde à vue. Nous sommes des militants syndicalistes, pas des délinquants sexuels ! ».

Le secrétaire général de l'UGTG cite encore maints autres exemples d'acharnement policier et judiciaire ; comme lorsqu'un patron menace de mort un syndicaliste, que la gendarmerie refuse d'enregistrer sa plainte et que c'est

finalement lui, l'agressé, qui est envoyé devant les tribunaux, où il encoure trois ans de prison, pour « *tentative de meurtre avec une balle de golf* ». Quant à Élie Domota, aux lendemains de la grève générale, il fut l'objet d'une information judiciaire pour « *meurtre* », « *qui ne fut jamais rendue publique* », et pour « *incitation à la haine raciale et extorsion de signature* ». Sans suite...

Ainsi vont la répression policière et judiciaire dans un département français considéré comme faisant partie intégrante de l'Union européenne. « *Nous sommes des "ultra-périphériques"* » ironise Élie Domota à propos de la RUP, « *Région ultra-périphérique* », expression inventée par l'UE pour désigner les anciennes « îles à sucre ». Là où furent déportés, durant des siècles, des millions d'esclaves africains, hommes, femmes et enfants, pour le profit des négriers, l'enrichissement des bourgeoisies de France et d'ailleurs en Europe et la fortune des planteurs. Dont descendent, en ligne directe, les Békés guadeloupéens qui tiennent en coupe réglée l'économie de l'île, avec la complicité active de l'État français et du Medef.

C'est contre ce système colonial que s'est levé le LKP, il y a deux ans. C'est ce système, pourri par la corruption, les passe-droits et les tripatouillages politiques, qui tente aujourd'hui de reprendre l'avantage en piétinant l'accord passé et en réprimant les syndicalistes.

« *À aucun moment on ne nous a demandé ce que nous voulions comme projet économique et social pour notre pays. Lorsque Sarkozy est venu en Guadeloupe, il a déclaré, le 9 janvier 2011, qu'"il nous faut digérer notre histoire", sous entendu : l'esclavage. En Guadeloupe, s'indigne Élie Domota, nous avons un fort Napoléon [3], qui, en France, accepterait une rue Heinrich Himmler ou Adolf Hitler ?! Nous disons que nous ne sommes ni coupables, ni responsables du passé, mais que nous en sommes tous les héritiers. Nous avons un devoir de vérité. Nous n'avons pas été créés en 1848 [date de l'abolition de l'esclavage en France]. C'est pourquoi nous menons un double combat en Guadeloupe, il nous faut, comme nous le disons en créole, « déchouquer » [abolir] à la fois l'exploitation capitaliste et le colonialisme.* »

Et Élie Domota de conclure : « *Le LKP est une construction qui remonte à loin. Ce ne fut pas toujours facile, mais nous avons fait le choix de la lutte de masse. Nous avons fait le choix de discuter, de parler, de mobiliser les travailleurs dans l'unité la plus large pour une société plus juste, plus équitable.* »

07 Juin 2011 - Par [Jean-Pierre Anselme](#)

Source : [Élie Domota, à Paris, contre la répression syndicale en Guadeloupe](#)

Post-Scriptum

Lire :

► [Motion adoptée à l'issue du meeting du 06 Juin 2011 à la Bourse du Travail en soutien aux militants syndicalistes de L'UGTG & du LKP](#)

Voir :

► [Intervention d'Elie Domota à la Bourse du travail de Paris](#)

[Les syndicalistes ne sont pas des criminels... by UGTG](#)

Interview d'Elie Domota à l'issue du Meeting :

[Interview Elie Domota : Meeting Bourse du travail](#) by [UGTG](#)

[1] Réunion publique à la Bourse du travail, dans la Grande salle (comble) Ambroise Croizat, à Paris Xe. Élie Domota était de retour de la Rencontre en défense des conventions de l'OIT et de l'indépendance des organisations syndicales (Genève 4-5 juin), à l'initiative de [l'Entente internationale des travailleurs et des peuples](#).

[2] Du nom du militant syndicaliste de l'UGTG assassiné par balle dans des circonstances toujours non éclaircies dans la nuit du 17 au 18 février 2009. Lire [l'enquête de Mediapart, « Guadeloupe : qui a tué le syndicaliste Jacques Bino »](#) (Érich Enciyan, 30 mars 2010). Les « Accords Bino », finalement étendus à tous les salariés du secteur privé en Guadeloupe, prévoyait une hausse de 200 euros net des bas salaires. L'accord comportait aussi un blocage des prix des produits alimentaires de base, l'embauche d'enseignants supplémentaires, le plafonnement des prix de l'essence...

[3] Par la loi du 20 mai 1802 (30 Floréal an X) Napoléon a rétabli l'esclavage en territoire français : « *L'esclavage ainsi que la traite des Noirs et leur importation dans les colonies restituées par le traité d'Amiens au : sont lieu conformément aux lois et règlements antérieurs à 1789* ». La Guadeloupe se soulève aussitôt, mais la rébellion conduite par Louis Delgrès échoue et se termine par le suicide collectif des insurgés.